

INTRODUCTION

*Benjamin Chemouni, Sarah Katz-Lavigne,
Réginas Ndayiragije et Lucien Ramazani Kalyongo*¹

Fidèle à la mission des *Conjonctures de l'Afrique centrale*, ce volume analyse les évolutions récentes de cette région du monde, à travers des textes de chercheuses et de chercheurs du Sud et du Nord. Il vise également à donner une meilleure visibilité au travail des jeunes scientifiques de la région et à les soutenir, grâce à un système de bourses du Centre belge de référence pour l'expertise sur l'Afrique centrale (E-CA/CRE-AC). Ces dernières ont financé, en partie, les recherches dont vous allez lire les résultats. Ce faisant, cet ouvrage participe ainsi au mouvement de fond de rééquilibrage de la production des savoirs entre le Sud et le Nord.

Cette nouvelle parution dans la sous-série des *Conjonctures de l'Afrique centrale* n'a pas échappé aux effets de la pandémie mondiale de la COVID-19. Nous avons reçu moins de soumissions que précédemment, ce qui explique le nombre relativement réduit de chapitres. Mais, comme chaque année, les différentes contributions ont suivi un processus rigoureux de sélection : relectures par deux ou trois pairs, puis, pour les textes retenus, de nombreux allers-retours entre les auteurs et l'équipe de rédaction et d'édition.

L'introduction de ce volume souhaite également rendre hommage à deux de nos collègues, le professeur Bert Ingelaere et le professeur Bosco Muchukiwa Rukakiza, qui ont soutenu et participé aux *Conjonctures de l'Afrique centrale* ou à leurs prédécesseurs *Conjonctures congolaises* et *L'Afrique des Grands Lacs : annuaire*, et qui nous ont quittés prématurément en 2022. Bert Ingelaere, professeur à l'Université d'Anvers, spécialiste des juridictions gacaca au Rwanda, a dédié sa carrière à documenter les effets durables de la violence de masse, notamment à travers les récits de vie des Rwandais, Burundais et Ougandais. Il s'est également intéressé aux dynamiques de mobilité sociale et de migration dans la région des Grands Lacs. Bosco Muchukiwa Rukakiza, directeur général de l'Institut supérieur de Développement rural de Bukavu (ISDR-Bukavu), spécialiste des conflits, du genre et de la paix sociale, a fortement contribué à la compréhension

¹ Benjamin Chemouni est assistant à l'Université catholique de Louvain ; Sarah Katz-Lavigne travaille à l'Université d'Anvers ; Réginas Ndayiragije est assistant d'enseignement et doctorant à l'Institut de politique du développement (OB), Université d'Anvers ; Lucien Ramazani Kalyongo est affilié à l'Université catholique de Louvain.

des liens entre la violence, les dimensions territoriales, l'extraction de ressources naturelles, la décentralisation et les luttes de pouvoir en République démocratique du Congo (RDC). La vigueur de leurs engagements dans les débats académiques a marqué nos carrières et nos communautés scientifiques. Malgré la tristesse engendrée par ces deuils, nous continuerons à discuter avec beaucoup d'enthousiasme de leurs contributions avec les générations suivantes.

Ce volume offre une analyse, empiriquement ancrée, de l'actualité de l'Afrique centrale à travers quatre grands axes.

Le premier d'entre eux s'intéresse aux conditions de production du savoir. Ses deux premiers chapitres s'inscrivent, plus particulièrement, dans une approche réflexive de la recherche du point de vue du Sud. Le premier texte est d'une actualité brûlante. Plamedie Bikungu, Irène Bahati, Aline Zihalihwa, Sylvie Nabintu Bashizi, Judith Nshobole et Rehema Nzogo y décrivent l'impact de la pandémie sur l'activité des jeunes chercheuses de la région. L'intérêt de leur travail est triple. Tout d'abord, le chapitre apporte un éclairage, encore rare, sur l'impact de la pandémie sur le travail de recherche et dévoile les stratégies des acteurs pour y faire face. Au Sud, plus particulièrement, s'est ajouté le défi de l'arrêt brutal des financements du Nord, qui a eu un impact d'autant plus marqué que le milieu de la recherche y manque cruellement de moyens. Ensuite, et surtout, cette contribution apporte une perspective genrée sur ces événements. Dans la recherche, comme ailleurs, les femmes ont, en général, été plus touchées que les hommes. Elles ont souffert de la double peine d'assurer les tâches, à la fois, domestiques et professionnelles, aboutissant souvent à une baisse de leur productivité scientifique. Cependant, la pandémie a, paradoxalement, été aussi une source d'opportunités pour certaines. Elle a permis d'entrer en contact avec d'autres chercheuses, ou a offert une suspension bienvenue de certaines tâches professionnelles pour se concentrer sur d'autres. Enfin, en adoptant une perspective comparative de la recherche durant la COVID-19, dans la région des Grands Lacs – au Rwanda, Burundi et RDC –, ce texte montre que la crise n'a pas été gérée partout de la même façon et que les stratégies des chercheuses pour y faire face n'ont donc pas été homogènes.

Le chapitre 2 poursuit cette interrogation réflexive sur la production des savoirs. Son originalité réside dans le croisement de deux dynamiques qui ont récemment attiré beaucoup d'intérêt dans le champ académique : la position, souvent invisible, des assistantes et assistants de recherche dans le Sud et les défis émotionnels des scientifiques, venant du Sud également, dans des terrains difficiles. Ce chapitre d'An Ansoms, Espoir Bisimwa Bulangalire, Aymar Nyenyezi Bisoka, Isaac Bubala Wilondja, Alice Mugoli Nalunva et Jeff Mulangaliro Mushuka montre ainsi que le type de violence psychologique, auquel les chercheuses et chercheurs et du Sud font face, ne

peut être compris sans prendre en compte leur positionnalité subalterne dans le champ académique global. Cette violence a donc, fondamentalement, une dimension autre que pour les chercheurs du Nord. Elle n'est pas seulement celle du distant objet de recherche, elle est, malheureusement aussi, celle du quotidien dont peuvent être victimes des proches. Elle est par ailleurs connectée à la survie économique des chercheurs du Sud, qui doivent s'y exposer pour gagner leur vie. Elle n'est donc pas toujours comprise par les acteurs du Nord, ce qui peut aboutir à des demandes irréalistes envers les scientifiques du Sud.

Le dernier chapitre de cette section aborde la question des conditions de production de la connaissance dans le Sud, sous un angle différent. En prenant l'exemple de la RDC, Benjamin Kanze Muhoza, Tom De Herdt et Wim Marivoet s'intéressent à la manière de déterminer la taille d'une population en l'absence de données fiables et concordantes. Ils montrent que les modèles, reposant sur de simples extrapolations de données, issues de recensements nationaux, peuvent s'avérer problématiques. L'hétérogénéité de la croissance au niveau territorial, l'urbanisation, et l'expérience de la guerre appellent à une approche plus fine. Celle-ci permet ainsi aux auteurs d'estimer la population congolaise entre 96 et 97 millions en 2018. Le texte apporte donc une contribution méthodologique importante pour une meilleure estimation des données démographiques dans des contextes où ces dernières, bien que peu fiables, déterminent néanmoins des politiques publiques et des financements, ayant un impact réel sur les populations.

Le deuxième axe de ce volume s'intéresse aux jeunes. Sur le continent le plus jeune du monde qu'est l'Afrique, c'est évidemment un groupe clé qui fait face à de nombreux défis. Le chapitre 4 démontre à la fois une prise de conscience de certains défis de la jeunesse par le gouvernement de la RDC, mais aussi les difficultés de la traduire en actes effectifs. Bienvenu Mulindwa Safari y met en lumière l'initiative des fonds pour les générations futures, mise en place par le législateur congolais. L'idée est de lutter contre le court-termisme, grâce à un prélèvement obligatoire sur les revenus des industries minières et d'hydrocarbures. Ces ressources financières sont rassemblées dans des fonds souverains pour la transformation de l'économie pour les générations d'après. Le texte démontre que, bien qu'intéressant sur le papier, cet objectif d'équité intergénérationnelle se heurte au flou de sa définition ainsi qu'à la capture de la rente nouvellement générée par les élites politiques.

Le cinquième chapitre, quant à lui, adopte une perspective économique par le bas pour analyser les défis auxquels fait face la jeunesse et avec ses aspirations. À travers une analyse quantitative, conduite à Kabare en RDC, Cool Mangole Dady, Joseph Njonjo Assani et Paul Martin Dontsop Nguetzet révèlent que près de la moitié des jeunes entrepreneurs dans l'*agribusiness*

ont l'intention de quitter l'agroalimentaire rural. Ils cherchent soit à s'impliquer dans le commerce, soit à migrer dans les milieux urbains, même si cet effet dépend de leur niveau de diplôme et de leur position le long de la chaîne agroalimentaire. Ces résultats ont des conséquences claires de politique publique : augmenter l'attractivité de l'*agribusiness* permettrait d'absorber plus efficacement la main-d'œuvre rurale tout en contribuant à la sécurité alimentaire des ménages ruraux et urbains.

Le chapitre suivant offre une analyse de l'évolution des valeurs parmi la jeunesse autour d'une institution clé : le mariage. Nema Bikungu, Sylvie Nabintu Bashizi, Buhendwa Nshobole et Zirimwabagabo Muhindo dévoilent l'importance croissante du matérialisme aux dépens des valeurs traditionnelles dans l'organisation des noces, à Bukavu. Par exemple, la dot se monétarise, et des étapes sont ajoutées au processus cérémonial pour obtenir de l'argent. L'ensemble des cérémonies se caractérise, en outre, par une consommation ostentatoire qui nourrit un véritable secteur capitaliste, vivant de l'organisation des mariages.

Le troisième thème porte sur les populations autochtones des parcs nationaux et leur relation avec les pratiques de conservationnisme en RDC. Le chapitre 7 de Jean-Paul Mushagalusa, Stefaan Smis et Wenceslas Busane explore le statut juridique et les mesures de sécurisation des terres octroyées aux populations autochtones expulsées du Parc national de Kahuzi-Biega. L'octroi en bonne et due forme de terres à ces communautés, avec le soutien des bailleurs, est, en effet, de plus en plus considéré comme une réponse aux expulsions forcées des populations autochtones et aux conflits avec les communautés riveraines ou les autorités. Le texte souligne les limites de cette approche. Ces mesures sont, entre autres, victimes des incohérences du régime foncier congolais et de la lenteur des réformes engagées. En outre, les modalités mêmes d'octroi de terres restent fragiles à cause de la superposition du droit et de la coutume, et des risques de mainmise sur ces processus par certains individus.

Le huitième chapitre par Vedaste Cituli, Emery Mudinga et An Ansoms complète cette étude en analysant la façon dont les parcs nationaux ont bouleversé le mode de vie des populations autochtones en les expulsant de leurs terres ancestrales. Les auteurs interrogent ainsi un certain nombre d'idées préconçues à l'égard de ces populations. Pour commencer, elles ne sont pas les championnes de la conservation, comme souvent décrit. Elles s'adonnent aussi aux mêmes pratiques destructrices, souvent attribuées aux autres communautés. Ensuite, le texte aborde la séparation, voire l'opposition, souvent décrite dans la littérature, entre les peuples autochtones, d'une part, et les communautés riveraines des parcs et les gestionnaires des aires protégées, d'autre part. Il dévoile, au contraire, l'existence de nombreuses relations

de collaboration et l'adoption de modes de vie globalisés, partagés par les différentes communautés.

La quatrième et dernière partie de l'ouvrage porte sur le pouvoir à deux échelles différentes. Les chapitres 9 et 10 placent le pouvoir au cœur du manque de justice foncière.

Le neuvième chapitre met l'accent sur la stratégie de certains acteurs d'user de la violence armée pour sécuriser leurs droits d'accès à la terre. François M'munga Assumani interroge la pratique de la sécurisation foncière, à partir d'un terrain ethnographique précis : la plaine de la Ruzizi. L'analyse se focalise sur les ethnies en conflit sur la gestion des terres, mais vise à aller au-delà d'une simple description de groupes qui s'affrontent. Elle permet de saisir les effets de la mobilisation de la violence armée sur les habitants de la plaine de la Ruzizi ainsi que sur les institutions de gestion des terres. Le texte souligne que la compréhension d'une telle mobilisation n'est possible que si l'on inscrit les situations observées dans leur histoire longue.

Le dixième chapitre poursuit cette réflexion sur l'articulation entre histoire, pouvoir et questions foncières. Pour Gillian Mathys, Mathijs van Leeuwen, Gemma van der Haar et Lotje de Vries, les conflits fonciers dans l'Est de la RDC ont des causes structurelles de longue durée comme l'appropriation des terres par les élites, depuis l'époque coloniale, l'ethnicisation des droits fonciers et une difficulté croissante des conditions d'accès à la terre et au travail. Ces conflits ne peuvent donc pas être envisagés comme une question sécuritaire à traiter par le simple respect des règles de droit. Les auteurs soulignent que le discours des organisations de consolidation de la paix sur le besoin de stabilité dans les zones touchées par les conflits fonciers a ainsi plus de chances de profiter au *statu quo*.

L'ultime chapitre change d'échelle pour considérer le pouvoir politique national au Burundi. Il se concentre sur les élections présidentielles, législatives et municipales de 2020. Réginas Ndayiragije et Stef Vandeginste vont à rebours de la littérature sur les élections postconflits qui estime que ces dernières peuvent conduire soit à un renforcement du pouvoir autocratique, soit à plus de libéralisation démocratique. Ils soutiennent, au contraire, que les deux tendances peuvent se développer de concert comme au Burundi. D'un côté, les élections burundaises se sont déroulées sans heurts et ont consacré un *leadership* politique qui a montré de timides signes d'ouverture. Elles ont également fait émerger un parti d'opposition fort, le Congrès national pour la Liberté. D'un autre côté, elles ont renforcé la mainmise du parti au pouvoir, et ont participé, pour reprendre le judicieux terme des auteurs, à la « zombification » des accords de paix d'Arusha. L'esprit des accords, s'il est toujours respecté à travers les quotas ethniques, se vide peu à peu de sa substance par l'érosion du modèle de démocratie de consensus parlementaire qu'il tentait de promouvoir. Les élections de 2020 sont donc

le reflet d'une paradoxale institutionnalisation de la pratique électorale par un régime autoritaire hégémonique.

Une fois de plus, cet ouvrage des *Conjonctures de l'Afrique centrale* démontre l'importance d'une publication faisant la part belle aux chercheuses et chercheurs du Sud. Il rend possible une analyse empiriquement riche aussi bien de tendances de longue durée que de sujets d'actualité soudains comme la pandémie de la COVID-19. Dans le contexte difficile des deux années qui viennent de s'écouler, ce livre témoigne surtout de la résilience de la région des Grands Lacs, mais aussi de celle de la recherche.